

AVANT-PROPOS

Face aux nouveaux enjeux que connaît l'agriculture française, cet ouvrage est le fruit de notre réflexion conjointe sur les formes d'accompagnement et d'adaptabilité des procédures, ainsi que sur la finalité et la mise en œuvre des aides à l'installation agricole.

Nous sommes tous deux passés, à des époques différentes, par les dispositifs institutionnels et associatifs accompagnant les futurs agriculteurs, chacun d'entre nous ayant été porteur d'un projet d'installation. Michel Pech a réalisé le sien en reprenant et en dirigeant pendant dix ans l'exploitation viticole et arboricole familiale dans le Sud de la France. Celui de Diane Giorgis s'est transformé en une association d'éducation à l'environnement en partenariat avec une ferme en maraîchage biologique en Bretagne. Nous avons également créé un cours spécifique sur l'installation en agriculture à destination de licences professionnelles et des futurs ingénieurs agronomes d'Agrocampus Ouest, à Rennes. C'est à partir de ce travail commun, fait de réflexions et d'échanges sur le fonctionnement du système d'accompagnement à l'installation, ses forces, ses évolutions, ses limites et parfois ses dérives que nous avons posé les bases de nos questionnements.

Nous avons en effet été frappés, tout au long de nos parcours respectifs et de nos échanges sur le terrain, par les difficultés que rencontrent les porteurs de projets – en particulier ceux dits « atypiques » (petites productions, productions biologiques, productions diversifiées, installation au sein d'un collectif, vente directe...) – pour être accompagnés et accéder aux aides. Notre propre confrontation à ce dispositif et nos travaux ultérieurs nous ont notamment permis de mettre en évidence la difficulté qu'éprouvent les conseillers à réellement accompagner les porteurs de projets – que ces derniers soient atypiques ou classiques – dans la réflexion et la construction de leur projet. Par ailleurs, les chiffres indiquent que la majorité des installations agricoles de ces dix dernières années n'ont précisément pas été aidées, alors même que 40 % d'entre elles sont portées par des personnes de moins de 40 ans, c'est-à-dire éligibles à ces aides.

Enfin, le parcours d'installation nous est apparu comme un des symboles de la confrontation entre les agriculteurs et le système de gouvernance auquel ils sont soumis en permanence. Face à tous ces blocages, nous nous sommes résolus à prendre le temps de l'écriture, afin que le parcours installation puisse redevenir un outil d'accompagnement prenant en compte la diversité des projets agricoles.

Pour poser notre réflexion, nous commencerons par resituer historiquement l'aide à l'installation, qui a pris la forme de la Dotation jeune agriculteur (DJA). Nous nous intéresserons ainsi dans un premier chapitre aux origines, à l'évolution et aux enjeux du « parcours installation », avant d'en décrire en détail l'état actuel et de le questionner dans un deuxième chapitre, à l'issue duquel nous démontrerons en quoi ce parcours est un dispositif institutionnel et politique contraignant qui freine le changement agricole. Dès lors, dans un troisième et dernier chapitre, nous ferons six propositions pour qu'il devienne un réel outil du changement agroécologique, adapté à l'accompagnement de chaque porteur de projet et donc d'une diversité de projets agricoles

Nous adosserons notre démonstration à des enquêtes de terrain, qui viendront l'illustrer et la compléter. Ce travail de terrain est en effet essentiel pour saisir les particularismes de cette politique mixte puisque l'Europe et l'État la financent et l'orientent, tandis que les administrations locales l'adaptent à leurs spécificités. Nos terrains d'enquête se situent en Ille-et-Vilaine, dans la Marne et les Pyrénées-Orientales, trois départements couvrant différentes régions de France et différents types de production. Ces terrains d'étude sont compris dans des territoires que nous avons explorés lors de travaux antérieurs. Parce qu'ils sont assez différents, ces trois départements constituent un excellent panel de l'agriculture française. En effet, l'Ille-et-Vilaine est une région laitière avec, autour de Rennes, une zone périurbaine très active sur la question de la transition agricole. La Marne est une des grandes plaines céréalières de la France (son « grenier à blé », dit-on souvent), berceau des grandes coopératives comme du prestigieux vignoble de Champagne. Ces deux agricultures structurent véritablement ce département (en tout cas son milieu agricole) en deux pôles : les « vitis » et les « agris ». Enfin, les Pyrénées-Orientales sont considérées comme une zone difficile car zone de montagne, espace

littoral et plaine intermédiaire mêlés y subissent de graves problèmes de conflits liés à la ressource foncière. Ces trois grands terrains présentent donc une assez grande variété de problématiques pour que nos pistes de réflexion puissent ainsi être adaptables à tous les départements français.

La démarche que nous avons adoptée pour cet ouvrage est donc anthropologique et puise ses racines dans les témoignages d'agriculteurs que nous avons recueillis lors de nos enquêtes et dans notre propre expérience vécue du parcours installation. Nous avons également complété ces témoignages par des entretiens avec des conseillers de chambres d'agriculture et des animateurs de réseau « hors chambres » (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural [Civam] et Terre de Liens). Enfin, ces entretiens ont été renforcés par une étude bibliographique des textes de loi, mais aussi de la littérature scientifique sur la question de l'installation agricole et du changement agricole. Nos précédents travaux sur la question du foncier agricole, de l'agriculture urbaine et des biens communs en agriculture nous ont apporté la matière pour relier la question de l'installation agricole à celle de la transition écologique.

Pour critique qu'il soit, notre propos ne va pas à l'encontre du parcours installation : nous souhaitons mettre en lumière ce qui nous paraît représenter (au regard de ses objectifs, des aides agricoles et de la nécessaire transition du système agricole) des écueils et des points de blocage qui empêchent les acteurs de répondre aux nouveaux enjeux des installations. Nous souhaitons aussi proposer des pistes de réflexion qui découlent de l'éclairage apporté par nos travaux afin que ces acteurs puissent se saisir de cette question et expérimenter de nouvelles formes d'accompagnement.

L'évolution actuelle de l'agriculture, notamment dans ses nouveaux enjeux écologiques et sociaux, nous oblige en effet à repenser les modalités de mise en œuvre des politiques publiques d'aides à l'installation, ainsi que leurs procédures. Parce que l'agriculture doit répondre à la demande sociale et territoriale (protéger l'environnement, produire et distribuer de la nourriture localement, accompagner et encadrer les nouvelles fonctions confiées à l'agriculteur), choisir les types d'installation les plus appropriés à une telle demande s'avère essentiel. Mais l'agriculture doit aussi trouver le moyen de se renouveler et de renouveler les générations

d'agriculteurs : cela passera nécessairement par l'accueil de plus d'agriculteurs non issus du milieu agricole (ceux que l'on appelle les « néo-paysans »). À travers l'observatoire institutionnel que constitue finalement le « parcours installation », nous souhaitons questionner les outils et les aides destinés à l'installation : sont-ils adaptés ? Sont-ils correctement utilisés ? Sont-ils efficaces ? Sur quelles bases repenser leur construction ?

L'idée est de revenir au rôle premier des aides, à savoir soutenir en priorité les jeunes qui en ont besoin pour s'installer et participer à la dynamique et à l'aménagement des espaces ruraux. Les premières aides à l'installation allouées dès 1973 étaient avant tout destinées aux territoires défavorisés et de montagne touchés par l'exode rural pour lesquels il était utile de développer – à tout le moins de maintenir – une activité agricole à des fins économiques, environnementales et démographiques. Notre ouvrage s'attachera donc à mettre sur la table des pistes de réflexion concrètes de changement de l'accompagnement à l'installation en France.

Les différents sigles et acronymes présents dans le texte sont répertoriés dans un lexique à la fin de cet ouvrage.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
---------------------	---

I. SAVOIR D'OÙ L'ON VIENT POUR SAVOIR OÙ L'ON VA : HISTORIQUE DES AIDES À L'INSTALLATION	13
---	----

> L'installation agricole : renouvellement des générations et restructuration des fermes	14
> Les aides à l'installation : une co-construction de l'État et de la profession agricole	16
> L'installation agricole et le besoin d'accès à la terre	21
> L'agriculture face à de nouveaux enjeux	29
> L'installation agricole aujourd'hui : une diminution du recours aux aides	33
> La politique des structures et ses outils, déconnectés des enjeux actuels	38

II. LE DISPOSITIF D'AIDE À L'INSTALLATION AGRICOLE EN FRANCE	47
---	----

> Les aides à l'installation, un dispositif national et un contrat avec l'État	48
> Les aides à l'installation, une mise en œuvre régionale et départementale	52
> Le parcours 3P : un passeport vers une installation légitimée	55
> Le parcours installation accompagne-t-il une multitude de projets et de porteurs de projet dans leur diversité ?	63
> Le parcours installation : un outil administratif et non la nécessaire formation pour préparer les futurs agriculteurs	64
> Une prise en charge totale et normée des candidats à l'installation	67
> La « prescription » d'actions de formation : un double problème	68
> Un accompagnement à la recherche de foncier inefficace	74
> Pas de place pour la construction de projets personnalisés	76

III. PROPOSITIONS POUR UN PARCOURS QUI ACCOMPAGNE

LES PAYSANS DE DEMAIN 79

> Une formation personnalisée 81

> L'autonomie des porteurs de projet : point central dans les objectifs
de l'accompagnement 84

> Proposer un accompagnement après l'installation 86

> L'accompagnement à l'installation comme service public territorial 88

> Un parcours en adéquation avec les besoins locaux 91

> Repenser l'installation dans une approche contractuelle 95

CONCLUSION 99

LEXIQUE 105